ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

15 octobre 2007
7e année
No 40

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le parlement allemand prolonge d'un an l'engagement de la Bundeswehr au sein de la FIAS

par Karl Müller, Allemagne

Le 12 octobre, le parlement allemand a décidé par vote de prolonger d'un an l'engagement de la Bundeswehr dans la campagne FIAS en Afghanistan. 453 députés ont voté pour, 79 contre et 48 se sont abstenus. Le Parlement ne s'est pas non plus opposé à l'obligation imposée par le Gouvernement de voter en même temps l'engagement au sein de la FIAS et l'envoi de Tornados allemands dans la région de guerre en Afghanistan, décidé pour la première fois au mois de mars. Les 79 voix contre et les 48 abstentions sont de précieuses voix contre la politique allemande quant à l'Afghanistan. Elles résultent de l'engagement de tous ceux qui ont fourni un très gros travail d'information depuis des années, des mois et des semaines.

Le vote concernant l'engagement allemand au sein de la soi-disant «Opération liberté immuable» (OLI), dont les USA ont le commandement, a été reporté par le Gouvernement au mois de novembre. On veut faire croire à la population qu'il s'agit de projets différents. Mais c'est faux. Ces deux engagements, d'une part celui de l'OLI mené de façon illégale du point de vue du droit international par les Etats-Unis (cf. «Raisons militant en faveur d'un «non» à la participation de troupes allemandes à l'OLI et à la FIAS», in: *Horizons et débats* no 38, du 24 septembre) et d'autre part celui de la FIAS, couvert par plusieurs décisions du Conseil de sécurité, sont devenus, entre-temps, sur le plan du personnel, de l'organisation et de la stratégie si étroitement imbriqués qu'on peut parler d'unité. Et l'engagement des avions allemands Tornados est, malgré les démentis officiels, un lien important dans cette stratégie de guerre.

Les mois passés, les mass média – comme s'ils avaient été mis au pas – se sont prononcés en faveur de l'engagement militaire allemand en Afghanistan, se servant d'insupportables techniques manipulatives.

La grande majorité de la population allemande s'oppose pourtant depuis des années et de plus en plus fort à un engagement militaire à l'étranger. Cette constance dans le refus est de première importance, car il ne s'agit pas d'un mouvement d'humeur passager, provoqué par un événement fortuit, mais bien d'une volonté fermement exprimée par une majorité de la population allemande.

Il en est donc d'autant plus inquiétant de voir la majorité des députés au parlement allemand se prononcer depuis 2001 une fois de plus en faveur d'un engagement militaire en Afghanistan, en contradiction avec la volonté populaire et en tout cas pas en tant que «représentants du peuple» comme cela est consigné dans l'article 38 de la Loi fondamentale. Cette façon de marquer, pendant des années, son mépris de la volonté des citoyens et citoyennes et de ne pas les laisser s'exprimer par les mass média, les bombardant bien au contraire de propagande de guerre, n'a plus rien à voir avec la démocratie.

C'est uniquement à quelques personnalités et à des institutions indépendantes qu'on doit d'être informé sur la véritable situation en Afghanistan. *Horizons et Débats* a toujours ouvert ses colonnes à ces informations et continuera.

En prenant ces voix au sérieux, on constate:

1. L'engagement de l'armée allemande en Afghanistan, qui dure depuis six ans, n'a pas apporté davantage de sécurité dans ce pays dévasté. La violence a augmenté et fut cette année-ci pire, avec ses 5000 morts, que lors de l'invasion des troupes américaines – sans compter les innombrables victimes de la faim, des maladies, ainsi que des rayonnements et empoisonnements dus à l'utilisation des armes à l'uranium et autres systèmes meurtriers interdits par le droit international. Un rapport actuel de l'ONU fait état pour 2007 d'une augmentation de 30% du nombre de victimes.
2. Les interventions militaires et la guerre continuelle empêchent la mise en œuvre de l'aide humanitaire dont le pays a tant besoin. De nombreuses œuvres humanitaires, parmi elles celles des églises catholique et protestante, s'inscrivent en faux contre la prétention du gouvernement allemand que l'aide humanitaire a besoin du soutien militaire pour assurer sa sécurité (voir l'encadré à la page suivante). C'est le contraire qui est vrai, car dès que des militaires étrangers apparaissent sur place, l'aide humanitaire en souffre quand elle n'est pas carrément rendue impossible.
3. La population afghane ressent de plus en plus la présence de troupes étrangères comme une occupation semant la mort et le malheur. Et ce ne sont pas que les troupes américaines qui sont mises au même niveau que les troupes russes autrefois haïes. Plus les troupes *FIAS* participent aux combats – et elles le font depuis que la «responsabilité» *FIAS* a été étendue à l'ensemble du pays sous la direction de l'OTAN – plus elles sont considérées, ainsi que leur pays d'origine, comme des ennemis de l'Afghanistan. A juste titre!
4. La résistance contre les troupes d'occupation grandit de jour en jour. On n'accorde plus de crédit à la prétention des puissances d'occupation quand elles parlent d'«extrémistes» ou de «terroristes». La résistance s'est développée en un véritable mouvement de libération nationale et la défaite des armées d'occupation n'est plus qu'une question de temps. *Peter Scholl-Latour* et *Seymour Hersh* qui parlent de cette défaite à prévoir ne sont pas des journalistes superficiels, mais des auteurs de réputation mondiale.
5. L'engagement de l'armée allemande n'a en rien apporté un supplément de sécurité à l'Allemagne, en matière d'attaques terroristes. L'Allemagne n'est pas défendue dans les lointaines montagnes de l'Hindou Kouch. Bien au contraire: la menace d'un retour de flamme se dessine dans la mesure où les soldats allemands participent à ce régime insupportable d'occupation militaire. Une brochure en papier glacé propage «Paix en Afghanistan, sécurité pour nous tous». Elle est diffusée par le gouvernement allemand pour plaider en faveur de l'engagement militaire. En fait, l'Afghanistan ne connaîtra pas de paix tant que le pays sera occupé.
6. Les troupes d'occupation n'ont vraiment aucun droit de maintenir ce pays sous leur domination et de lui imposer des gouvernements à leur gré. Le temps du colonialisme, de l'impérialisme, voire même de ce qu'on nommait par euphémisme, depuis la Première Guerre mondiale, les pays sous mandat, est bien passé. Il faut s'y faire. D'autant plus que c'est inscrit dans la charte de l'ONU et de la Déclaration des droits de l'homme. C'est le fondement même du droit international. C'est le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Les pays européens, en premier lieu l'Allemagne, doivent prendre leurs responsabilités et mettre un terme aux fauteurs de guerre américains, s'ils ne veulent pas être entraînés vers la défaite finale.

Instaurer la paix en Afghanistan est possible. Les forces de résistance ont déposé déjà en 2003 des propositions de paix. De tels plans existent également en Allemagne. *Christoph Hörstel,* par exemple, en a formulé un qui mérite d'être discuté sincèrement. L' exigence du président afghan et du délégué de l'ONU pour l'Afghanistan de faire participer au gouvernement ceux qu'on appelle les Talibans va dans le bon sens pour obtenir un armistice. Le succès dépend toutefois de la volonté d'en finir avec la domination étrangère dans ce pays et de laisser ce peuple décider lui-même de son destin.

Chaque député doit être mis à contribution afin qu'il justifie publiquement sa décision. Aucun député ne pourra se tirer d'affaire par des prétextes. Chaque citoyen est obligé de se rendre compte de quoi il s'agit en s'informant davantage.

Il est important de ne pas s'arrêter à l'argumentation du Gouvernement (Talibans, terrorisme etc.) – aussi important qu'il soit d'y répondre – mais il faut davantage prendre en considération la toile de fond de politique mondiale de l'engagement militaire allemand en Afghanistan; c'est-à-dire qu'il faut un débat public sur la participation allemande à la politique impérialiste et meurtrière de la superpuissance de guerre, des Etats-Unis – dont les victimes sont l'Afghanistan et les Afghans – prétentions impérialistes qui ne sont ni dans l'intérêt de l'Europe ni dans celui de l'Allemagne. En outre, il s'agira également de savoir dans quelle mesure les critiques prononcées par les politiciens allemands quant à la façon de mener la guerre des Etats-Unis, sont sérieuses et comment il faut interpréter les tentatives de présenter la politique allemande au sujet de l'Afghanistan comme «meilleure». Une fois de plus la question se pose de savoir comment obliger les députés à respecter davantage la volonté des électeurs. En effet, il s'agit d'éviter qu'ils prennent leur élection comme carte blanche pour agir durant quatre ans par-dessus la tête de leurs électeurs. •

Seymour Hersh: «L'Afghanistan sera bientôt perdu»

«tageszeitung»:En Allemagne, nombreux sont ceux qui estiment que la guerre en Irak est une catastrophe, mais croient que l'intervention en Afghanistan est une réussite.
Seymour Hersh: C'est faux. L'Afghanistan sera bientôt perdu.

Sur quoi vous appuyez-vous pour paraître si sûr?
Parce que je me suis entretenu avec des gens qui m'affirment que le pays est dans un état bien pire qu'on ne veut l'admettre. Les Talibans gagnent du terrain et prendront le pouvoir, peut-être seuls, peut-être avec l'Alliance du nord. Il ne s'agit pas du fait que la population souhaiterait voir les Talibans prendre le pouvoir. Mais nous nous sommes créé des ennemis par nos bombardements et notre violence.

En Allemagne, il est question de laisser la Bundeswehr en Afghanistan encore pour 20 ans.
Il est possible que les soldats y restent encore pour 20 ans. Mais alors dans une prison des Talibans. Ce pays est dans le chaos. Nous perdrons la guerre, c'est incontestable. Ce n'est qu'une question de temps jusqu'à ce que l'Afghanistan s'effondre.

Source: «tageszeitung» du 29/9/2007

Peter Scholl-Latour: «Se retirer, dès que ce sera possible»

Südkurier: Le ministre des Affaires étrangères Steinmeier a plaidé devant le Bundestag pour une continuation de l'engagement de la Bundeswehr en Afghanistan. Qu'en pensez-vous? Est-ce que nos troupes doivent rester là-bas?
Peter Scholl-Latour: Elles devraient se retirer dès que possible. L'Afghanistan est un faux terrain pour la guerre. Je ne suis vraiment pas un pacifiste. Mais je suis toujours stupéfait de voir des gens, qui auparavant se présentaient comme réellement pacifiques et maintenant jouent avec le feu en Afghanistan, alors qu'ils ne connaissent rien de la situation dans ce pays. Tout ceci montre à quel point l'ignorance prévaut en ce qui concerne la situation dans ce pays.

Le Gouvernement aime à mettre le doigt sur les succès de la reconstruction, qu'on remettrait en question en se retirant.
Les Allemands sont stationnés dans le nord, c'est-à-dire dans une zone privilégiée. Y vivent essentiellement des Tadjiques, c'est-à-dire une population qui avait combattu aux côtés de l'Alliance du nord – contre les Talibans. Ces derniers relèvent de l'ethnie des Pachtounes. Par ailleurs, il est faux de penser que les Allemands contrôlent le nord. Je me suis déplacé, en septembre dernier, en voiture privée de Kaboul à Mazar-i-Sharif. Nous avons roulé huit heures en passant par le col de Salang et n'avons rencontré aucun soldat de l'OTAN.

Le ministre de la Défense a prétendu devant le parlement que l'Afghanistan «se trouve sur le chemin du succès».
C'est une prétention stupide.

Pourquoi? Comment se présente la situation selon vous?
Je sais que les commandants en Afghanistan ont remis au gouvernement allemand, depuis 2003, des rapports réalistes. Il en a reçu aussi des services secrets et de l'ambassadeur actuel. Mais il n'en tient absolument pas compte. On fait la sourde oreille. C'est le même comportement que celui des Américains avant la guerre d'Irak. A l'époque, le président Bush avait balayé d'un revers de main toutes les informations qui ne lui convenaient pas.

Source: «Südkurier» du 22/9/2007

Sommaire

Irak 2003 – Soldats allemands impliqués dans des opérations militaires *page 3*

Página hispánica *page 5*

L'accident de la Jungfrau – à la recherche des responsables *page 6*

Succès politique au Tessin – La commune de Cadro reste indépendante *page 7*

La souffrance des Afghans sous l'occupation et la guerre

Un entretien avec Mohammed Daud Miraki

«C'est un autre enfant dans l'océan de misère de Kaboul qui essaie de vendre des chewing-gums afin de gagner de l'argent pour du pain. Son père est invalide. Il avait ramassé un sac jaune en pensant qu'il s'agissait d'un paquet alimentaire que l'US Air Force larguait pendant les bombardements. Malheureusement, les bombes à sous-munitions ressemblent aux paquets alimentaires. Lorsqu'il a touché la bombe, elle a explosé et blessé son bras droit et son œil gauche, et il est devenu aveugle. Cet enfant et sa mère cherchent à gagner un peu d'argent pour acheter du pain. Son père a besoin de soins médicaux continus. A cause d'une corruption massive, même les médecins des hôpitaux publics demandent des pots-de-vin. Cela signifie que des gens nécessiteux sont repoussés et meurent.»

Mohammed Daud Miraki

Photo: Mohammed Daud Miraki. Afghanistan after «Democracy». The untold story through photographic images.
ISBN 1-4276-0646-3

German-foreign-policy.com: Des troupes occidentales ont envahi l'Afghanistan, soi-disant dans le but d'apporter la démocratie et de meilleures conditions de vie. Vous êtes allé en Afghanistan. Qu'avez vous vu? La démocratie et de meilleures conditions de vie?
Mohammed Daud Miraki: Non, pas du tout. Absolument pas. Vous savez, la démocratie ne décrit pas quelque chose de concret, c'est seulement une conception de base. On peut seulement s'orienter sur ce que les grandes puissances désignent comme leur référence de succès: des élections et une Constitution. Cela ne signifie par contre rien pour le peuple afghan. Il ne peut pas transformer la Constitution en pain ou en vêtements, en médicaments ou en logement. De ce fait la «démocratie» n'est qu'une généralité. Chaque puissance au cours de l'histoire a eu son propre adjectif et l'une ou l'autre explication pour nommer ses objectifs impérialistes. Le terme «démocratie» arrange les Américains pour déguiser leurs terribles intentions.

Quelle est véritablement la situation en Afghanistan?
Là où la misère se trouve, une affreuse misère et l'absence d'espoir, toutes les sortes de normalité, qui ont auparavant prévalu dans la famille, dans le voisinage, cessent d'exister. Ecoutez, quand les gens sont bombardés et tués, chacun ne pense qu'à soi. Il n'y a plus de vie sociale normale. Les priorités des gens changent, leur approche de la vie change, et les perspectives des gens sur les choses qui doivent être faites changent aussi. La première priorité des gens en Afghanistan est la question: où peuvent-ils trouver de la nourriture, comment peuvent-ils se procurer de l'alimentation pour remplir leur estomac.

Et en trouvent-ils suffisamment?
Bien sûr que non. Malheureusement, en parallèle de l'invasion américaine, le coût de la vie a augmenté de façon exponentielle. Les prix pour les terrains, les logements, les loyers par exemple ont énormément augmenté. Avant l'invasion, on pouvait louer une petite maison pour 50 dollars par mois. La même maison coûte aujourd'hui 1500 dollars par mois. Avant l'invasion, on pouvait louer une maison dans un quartier aisé de Kaboul pour 300 à 350 dollars par mois. Le loyer pour la même maison coûte aujourd'hui 15 000 dollars par mois. L'économie s'est donc adaptée aux forces d'occupation, aux ONG internationales et aux entreprises de conseil étrangères. Il n'y a rien pour les Afghans. Les Afghans sont de plus en plus mis à l'écart, déshumanisés et réduits à l'état de victimes. Celui qui peut manger 3 fois par jour, est l'homme le plus heureux du monde. En Afghanistan, c'est un luxe de manger 3 fois par jour.

La guerre en Afghanistan a rendu beaucoup d'enfants orphelins. Comment vivent-ils?
Bien sûr, il y a beaucoup d'orphelins, déjà de la dernière guerre, lorsque les Russes ont massacré 1,5 millions de gens. Un grand nombre d'orphelins vient encore de cette période. Puis les bombardements des Américains et de leurs alliés ont encore dégradé la situation déjà précaire des orphelins. Les orphelins sont vraiment les victimes principales. Ils doivent chercher leur nourriture eux-mêmes et n'importe où, ils sont livrés à eux-mêmes pour survivre. Ils sont kidnappés par des organisations criminelles et vendus dans le monde entier à des pédophiles, mais aussi à des entreprises militaires américaines comme Blackwater, Brown and Root etc. pour des abus sexuels. Ils sont exclusivement vendus pour l'exploitation sexuelle, puis rejetés et finalement exécutés ou victimes d'autres horreurs possibles. Ils sont également kidnappés par des criminels, pour leur faire l'ablation d'organes – leurs reins, leur foie, etc. – et les vendre à des syndicats criminels internationaux pour des transplantations. Certains criminels réalisent leurs transactions avec ces orphelins de manière complètement illimitée.

Dans quelles conditions vivent les réfugiés?
Depuis l'invasion il y a 6 ans, la propagande américaine affirme qu'il y a un développement, une reconstruction, que tout fonctionne bien. Les réfugiés au Pakistan et en Iran ont été contraints de revenir en Afghanistan. Ils se retrouvent par contre dans une situation encore plus terrible qu'avant. Ils retournent dans un pays dont le gouvernement n'est pas en situation de leur apporter une aide minimale. Ils deviennent finalement des proscrits dans leur propre pays. Ils ne peuvent aller nulle part, ils ne peuvent rester nulle part, ils n'ont pas de toit au-dessus de la tête, rien pour nourrir leur famille, rien pour protéger leur famille. Leurs enfants meurent pendant les nuit froides – il fait vraiment très froid en Afghanistan – , et il y a beaucoup de maladies. S'y ajoutent les réfugiés repoussés à l'intérieur du pays, qui fuient devant les bombardements de l'OTAN dans le sud et dans l'est du pays. Les bombardements obligent les habitants à quitter leurs villages et à chercher refuge dans un camp de réfugiés, là où beaucoup d'enfants et d'adultes meurent de faim. L'OTAN et l'Occident disent: «Oh, nous sommes là pour amener la sécurité.» Mais avec des armes à feu et la destruction d'êtres humains on ne peut pas amener la sécurité.

On dit que les troupes de l'OLI («Opération liberté immuable») utilisent des munitions à l'uranium appauvri…
Ils les utilisent en énormes quantités. Ils ont utilisé plus de 1200 tonnes de munitions à l'uranium appauvri. Cela a provoqué une quantité de malformations d'origines génétiques chez les nouveau-nés. Cela a provoqué des cancers et de nombreuses autres maladies inexplicables. Par exemple des femmes de la région de Tora Bora, ainsi que des animaux, ont des avortements spontanés. Ils ne peuvent pas porter leur descendance à terme. Les bébés développent le cancer avant leur naissance dans le ventre maternel. Les enfants naissent avec le cancer ou des malformations. Cet uranium a une demi-vie de cinq milliards d'années, cela veut dire que le peuple afghan est condamné à une mort lente. C'est une tragédie – malheureusement les Afghans ne peuvent pas fuir leur pays, et leur pays ne peut pas les fuir. C'est pourquoi je suis en train de ramasser de l'argent, pour créer un centre de recherche qui pourrait aider. Si l'argent utilisé pour tuer les hommes avait été investi dans la construction d'un centre de recherche pour trouver comment on doit réagir devant ces munitions à l'uranium appauvri, cela aurait été beaucoup plus productif. •

Source: *www.german-foreign-policy.com* du 28/9/2007 (Traduction *Horizons et débats*)

Des soldats en Afghanistan mettent en danger l'aide humanitaire

«Le gouvernement allemand devrait prendre distance par rapport à la prétention de pouvoir protéger des aides humanitaires civiles par l'armée ou de demander à l'armée elle-même de donner de l'aide à la reconstruction. La première idée ne fonctionne pas: Nos expériences dans des situations de crise partout dans le monde depuis 50 ans prouvent que les aides humanitaires sont protégées surtout par leur stricte neutralité et par conséquent, par l'acceptation de leur présence dans tous les groupes de la société! Et la deuxième idée coûte – en plus de tout le reste – beaucoup trop cher: l'aide humanitaire ou l'aide au développement, entreprises par l'armée allemande, coûtent bien trop cher!»

Source: Cornelia Füllkrug-Weitzel, directrice de l'œuvre sociale protestante «Pain pour le monde» dans une interview sur www.german-foreign-policy.com du 13/9/2007

Perçus comme des représentants de la dominance occidentale

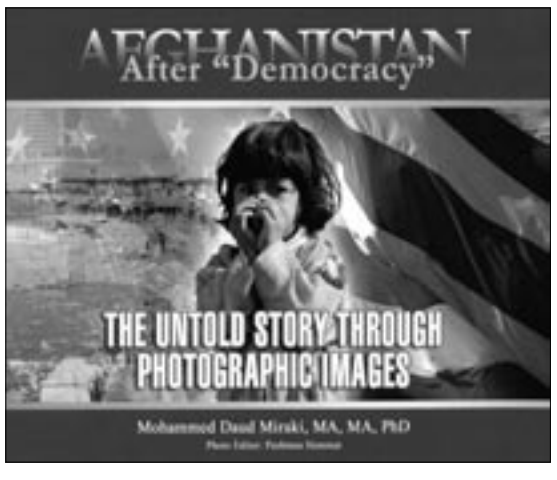
«Les dangers auxquels nos collaborateurs sont exposés ne sont pas tellement une conséquence d'un fondamentalisme islamique au sein de la population, mais ils sont plutôt dus aux nouveaux plans stratégiques et tactiques des acteurs politiques et militaires.

Les nouvelles stratégies militaires contribuent à ce que les acteurs humanitaires en Afghanistan, mais aussi bien dans d'autres pays où l'Islam joue en rôle important tels la Somalie et l'Iraq, soient de plus en plus perçus comme des représentants de la dominance occidentale. Cela met en danger notre travail. En tant qu'organisation humanitaire qui a absolument besoin de la neutralité, nous refusons strictement d'être soumis à des agendas politiques.

Comme conséquence de l'effacement croissant des limites entre l'aide humanitaire civile et les opérations militaires effectuées dans le cadre d'un aide sous contrôle militaire, les engagements d'aide des organisations purement humanitaires deviennent plus dangereux. Autrefois, le drapeau de la Caritas (organisation d'aide de l'église catholique en Allemagne) ou de la Croix Rouge était une protection dans les régions en guerre. *Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.*»

Source: Dr. Oliver Müller, directeur de la Caritas internationale, à l'occasion d'une conférence dans le cadre de la présentation du rapport annuel 2006 de l'organisation à Berlin, le 13 juin 2006.

«Ce pauvre homme représente des milliers d'Afghans invalides, qui essaient désespérément de survivre, allongés sans espoir dans les rues de Kaboul ou d'autres villes. Il ne se soucie pas qu'il y ait eu des élections et qu'une constitution soit entrée en vigueur. Des millions d'Afghans ne s'intéressent pas à ces thèmes. Ils se préoccupent d'avoir assez à manger chaque jour.» (Texte et photo: Mohammed Daud Miraki)



Afghanistan after «Democracy». The untold story through photographic images
ISBN 1-4276-0646-3

Mohammed Daud Miraki,
MA, MA, PhD,
5347 North Ravenswood Avenue
Chicago, IL 60640 USA
Mdmiraki@ameritech.net

Attitude scandaleuse de Peter Struck

Soldats allemands irradiés en Irak — Participation des avions de reconnaissance Tornados au largage de bombes à l'uranium américaines sur l'Afghanistan

par Christoph Hörstel, Munich*

Un hôpital allemand soigne un sous-officier de la Bundeswehr dont la carrière militaire est étonnante: au printemps 2003, on lui a fait miroiter un avancement s'il démissionnait officiellement de l'armée allemande, s'engageait dans les troupes américaines, se battait avec celles-ci en Irak, et réintégrait plus tard l'armée de terre allemande.

Une section d'infanterie de la Bundeswehr devient de la chair à canon américaine en Irak

Aux dires de ce sous-officier, c'est une section complète de la Bundeswehr (une section comprend normalement 50 à 70 hommes) qui est partie en mars 2003 et a combattu en Irak aux côtés des troupes américaines là où elle pouvait s'attendre à être exposée aux radiations. Les choses se sont passées d'une manière différente de ce qu'avait laissé entendre le supérieur du sous-officier: Après leur engagement en Irak, la moitié des soldats appartenant à cette troupe spéciale germano-américaine sont morts d'un cancer manifestement dû à l'exposition aux radiations. Certes, affirme ce témoin survivant, la Bundeswehr lui avait – comme à ses camarades – offert la possibilité de réintégrer l'armée allemande après son engagement dans la troupe américaine, mais, en raison de son état de santé, elle s'est, dans un premier temps, opposée à sa réintégration et lui a refusé tous soins. Ce n'est que plus tard qu'elle est revenue sur sa décision et s'est préoccupée de sa santé.

Les déclarations de ce soldat sont également importantes dans la mesure où l'on peut supposer qu'au moment de ce «prêt» de soldats aux forces armées américaines, le gouvernement Schröder subissait de fortes pressions de la part des Etats-Unis parce qu'il avait refusé catégoriquement que des soldats allemands participent à la guerre en Irak. Ce refus fut particulièrement apprécié au sein du pays et à l'étranger (et valut à Schröder sa réélection en 2002). Aussi est-il vraisemblable que ces soldats, pour ne pas jeter complètement le discrédit sur le gouvernement Schröder, durent choisir la solution compliquée de la démission suivie d'une réintégration ultérieure et cela sous le sceau du secret absolu.

Toutefois, outre la tricherie politique, il existe un fait encore plus grave: on ne peut guère supposer que le haut commandement de l'armée ignorait la nature de l'engagement de ces soldats «prêtés». L'opération avait certainement pour but de réduire les pertes américaines.

Le problème posé aux forces armées américaines par le syndrome de la guerre du Golfe (dommages sanitaires dus à l'exposition aux radiations des soldats engagés dans l'opération «Tempête du désert» en 1991 lors de la première guerre du Golfe déclenchée à la suite de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein) est bien connu. Des milliers de demandes d'indemnisation ne sont pas encore réglées.

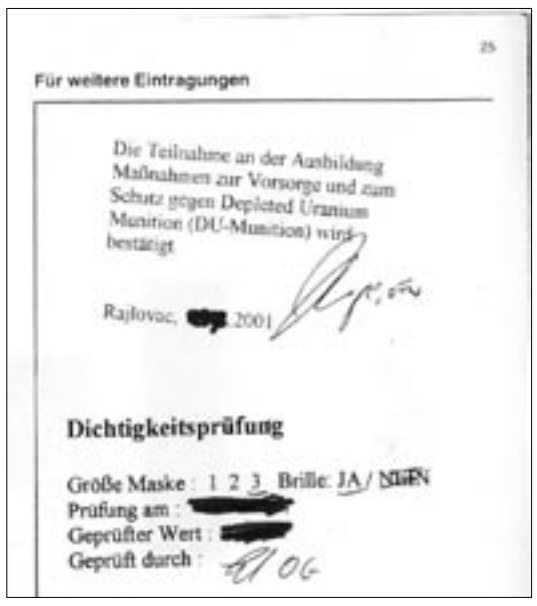
La question se pose donc de savoir si l'on a consciemment et cyniquement envoyé ces soldats au casse-pipe en échange de l'absence de représailles suite au refus officiel allemand de participer à la guerre.

Il est clair que le gouvernement allemand, au moment de l'engagement de ce sous-officier en Irak, était tout à fait conscient des risques sanitaires que représentaient, également pour les soldats qui les manipulaient, les munitions à l'uranium appauvri utilisées par les troupes américaines.

Carnet de tir d'un soldat ayant servi en Bosnie-Herzégovine

L'auteur de cet article possède des photocopies de la totalité du carnet de tir d'un soldat de la Bundeswehr qui a servi dans le camp de Rajlovac de la SFOR (Force de stabilisation en Bosnie-Herzégovine). (Tous les soldats de la Bundeswehr doivent tenir un carnet de tir dans lequel ses surveillants notent ses exercices de tir.)

S'il subsistait encore un doute sur le fait que a) le gouvernement allemand et l'OTAN savaient que les munitions à l'uranium entraînaient des dommages sanitaires et b) que des munitions à l'uranium ont été utilisées en Bosnie-Herzégovine, l'extrait – reproduit ici – du carnet de tir l'écartera définitivement. En effet, on peut lire, page 25: «La participation à l'instruction sur les mesures de protection contre les armes à l'uranium appauvri (munitions à l'UA) est attestée. Rajlovac (le jour et le mois ont été caviardé pour protéger l'informateur), 2001, signature illisible, OFW = Oberfeldwebel [adjudant]. Puis on peut lire les résultats du contrôle de l'étanchéité du masque à gaz du soldat (taille 3, lunettes: OUI), le reste étant caviardé pour protéger l'informateur.


25

Für weitere Eintragungen

Die Teilnahme an der Ausbildung Maßnahmen zur Vorsorge und zum Schutz gegen Depleted Uranium Munition (DU-Munition) wird bestätigt

Rajlovac, [redacted] 2001

Dichtigkeitsprüfung

Größe Maske : 1 2 3 Brille: JA / NEIN
Prüfung am : [redacted]
Geprüfter Wert : [redacted]
Geprüft durch : OFW

Victimes des munitions à l'uranium en Afghanistan

Il existe une quantité de crimes et de scandales autour de la guerre en Afghanistan mais ceux qui sont probablement les plus lourds de conséquences ne sont pas suffisamment étudiés, c'est-à-dire les graves dommages sanitaires subis par les Afghans à la suite de l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri par les Américains, et notamment ceux occasionnés au matériel génétique des habitants, de même que l'augmentation de la mortalité infantile à la suite de graves malformations congénitales. Selon *Albert Stahel,* professeur à l'*Institut de sciences politiques* de l'Université de Zurich, ces armes continuent d'être utilisées. Il estime qu'environ la moitié des bombes larguées là-bas sont des bombes à l'uranium. Les Etats-Unis persistent à nier ce fait mais le résultat des examens effectués sur les victimes par le Pr *Asaf Duracovic*[1] montrent que cette dénégation ne correspond pas à la réalité. En outre, l'*Air Force Print News Today* américain a confirmé plusieurs fois, cette année encore, l'usage de ces armes.

Les personnes affectées souffrent, souvent énormément, de leurs effets bien connus et des enfants gravement atteints meurent dans les hôpitaux, certains après quelques jours seulement après leur naissance dans d'atroces souffrances. *Mohammed Daud Miraki,* Afghan de naissance vivant aux Etats-Unis, m'a confié en me remettant les photos reproduites ici – prises le 13 mars 2006 au *Malalai Women Hospital* de Kaboul; il a également tourné une vidéo de cet enfant inconnu – que tous ceux qui participaient à des recherches sur les effets des armes à l'uranium craignaient non seulement pour leur carrière mais également pour leur vie. Il a ajouté que:

- les parents ne voulaient pas donner leur nom ni celui de leurs enfants éventuellement victimes de l'UA;
- les médecins refusaient de participer à des recherches;
- les directions des hôpitaux ne voulaient pas ordonner de telles recherches.

On oublie le Serment d'Hippocrate qui veut que tout soit fait pour prolonger la vie des patients, notamment que l'on effectue des diagnostics exacts et vérifiables.

Un sondage rapide réalisé auprès de la direction allemande d'un hôpital de Kaboul financé par l'Allemagne, qui travaille là-bas avec succès, a révélé que là aussi on craint des représailles si l'hôpital se met à chercher confirmation d'effets nocifs de l'uranium.

> «Le recours à des armes à l'uranium constitue une violation flagrante des droits de l'homme et du droit international. La République fédérale n'en utilise pas mais en participant à la FIAS et à l'*Opération liberté immuable,* en mettant à disposition ses Tornados et en soutenant les Etats-Unis, elle se rend coupable de complicité au regard de la loi.
>
> Dans ces circonstances, le Bundestag devrait repousser catégoriquement le projet du gouvernement de prolonger le mandat FIAS/Tornados car il suppose la poursuite de l'utilisation d'armes à l'uranium, en particulier dans le cas des avions de reconnaissance Tornados.»
>
> *Christoph Hörstel*

photos: Mohammed Daud Miraki

Cette réaction de toutes les personnes concernées amène nécessairement à concevoir différents soupçons:

- Les pouvoirs politiques répressifs sont conscients de leurs crimes et cherchent à les dissimuler par tous les moyens;
- La recherche de preuves scientifiques de l'innocuité des armes à l'uranium a surtout pour but d'innocenter leurs utilisateurs.

Conclusions

Quant à l'ex-ministre de la Défense *Peter Struck,* il s'est rendu coupable d'avoir incité des soldats de la Bundeswehr à participer à la guerre en Irak en l'absence de toute décision du Parlement comme l'exige la Constitution. Plus grave encore est l'astuce de la démission temporaire: on peut estimer qu'il s'agit là d'une tromperie. Après tout, les soldats en question appartenaient encore à la Bundeswehr lorsqu'on les a informés de leur utilisation par l'armée américaine.

Le recours à des armes à l'uranium constitue une violation flagrante des droits de l'homme et du droit international. La République fédérale n'en utilise pas mais en participant à la FIAS et à l'*Opération liberté immuable*, en mettant à disposition ses Tornados et en soutenant les Etats-Unis, elle se rend coupable de complicité au regard de la loi.

Dans ces circonstances, le Bundestag devrait repousser catégoriquement le projet du gouvernement de prolonger le mandat FIAS/Tornados car il suppose la poursuite de l'utilisation d'armes à l'uranium, en particulier dans le cas des avions de reconnaissance Tornados.

Le fait que ce soit précisément Struck qui, maintenant, en sa qualité de président du groupe parlementaire SPD, exerce de fortes pressions sur ce groupe afin qu'il se prononce en faveur de la prolongation du mandat des Tornados représente un *comble d'absence de scrupules.*

Mission future du Bundestag

En fonction de ce que nous venons de dire, le Bundestag devrait tout d'abord dissocier FIAS et Tornados et, en cessant toute pression au sein des groupes parlementaires, respecter la liberté de conscience des députés inscrite dans la Constitution.

Le gouvernement fédéral ne devrait envisager l'engagement des Tornados et celui des troupes de la FIAS qu'après qu'il se sera assuré:

- que les bombardements consécutifs aux vols de reconnaissance n'utilisent pas d'armes à l'uranium et ne visent pas des civils (droit international!);
- qu'une enquête scientifique inattaquable réalisée par plusieurs institutions officielles – dont au moins une organisation onusienne et l'Office fédéral [allemand] de protection radiologique – aura examiné les allégations concernant l'utilisation et les effets des armes à l'uranium;
- que la question aura été examinée et que des mesures auront été prises par l'OTAN, l'UE et l'ONU d'ici au mois d'avril 2008;
- que l'on aura pris des mesures préventives vérifiables en vue de cesser de recourir à des munitions à l'uranium lors de toutes les opérations de l'OTAN;
- que l'on aura prévu des sanctions visant toute utilisation future desdites munitions;
- qu'on aura décidé d'indemniser, pour tous les dommages occasionnés, à la fois les peuples victimes et les soldats des troupes utilisatrices.

Inutile de préciser que tout membre du Parlement qui approuve la prolongation du mandat FIAS/Tornados se rend coupable des crimes commis en Afghanistan et de ceux qui sont certainement prévus (guerre aérienne contre l'Iran). •

(Traduction *Horizons et débats)*

* *Christophe Hörstel,* ancien journaliste, travaille aujourd'hui comme conseiller politique. Depuis les années 80, il a à maintes reprises visité l'Afghanistan pour plusieurs institutions et médias allemands.

[1] cf. *Horizons et débats* N° 36 du 17/9/07, «Maladies non diagnostiquées et guerre radiologique», in: *Croatian Medical Journal,* 44(5): 520-532, 2003 (Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Un «général de la légion étrangère» américain

Bernard Kouchner – un médecin comme va-t-en guerre

ef. Qui est *Bernard Kouchner*, actuellement ministre français des Affaires étrangères, qui ne veut pas être un «va-t-en guerre», qui pardonne aux Etats-Unis la guerre en Irak, mais qui se montre de plus en plus comme le bras prolongé de l'administration américaine?

Bernard Kouchner est né en 1939 à Avignon d'un père juif et d'une mère protestante. Il a fait des études de médecine et a travaillé quelques années comme gastroentérologue.

Kouchner commença sa carrière politique en adhérant au parti communiste dont il fut exclu en 1966. En 1968 il travailla comme médecin dans l'organisation *Secours médical français* (SMF) au Biafra. En 1971, il fonda avec d'autres médecins l'organisation *Médecins sans Frontières* qu'il quitta lors d'une dispute avec le directeur. En 1980 il fonda l'organisation *Médecins du Monde* (MDM). Son credo d'alors était déjà: «Le droit d'ingérence humanitaire passe avant tout. Le cas échéant même avant la souveraineté nationale.» Ce qu'il entendait en effet était une «intervention humanitaire» contraire au droit international, disons une guerre d'agression impliquant de nombreuses victimes et le mensonge de vouloir défendre les droits de l'homme.

Le «New York Times» écrit concernant B. Kouchner, âgé de 67 ans: «Il a obtenu sa réputation […], en faisant […] anéantir des accords, offenser les ennemis […].»

Aussitôt après la guerre au Kosovo, une guerre contraire au droit international, Kouchner était en fonction d'administrateur de l'ONU de 1999 à 2001 au Kosovo. Là, il régnait sans aucune séparation des pouvoirs, tenant en main le pouvoir exécutif, législatif et juridique.

En été 1992 déjà pendant la guerre en Bosnie, Kouchner avait distribué à l'aide de son organisation *Médecins du monde* un montage-photos horrible d'un camp serbe en Bosnie montrant en arrière-plan des fils de fer barbelés. Kouchner avait installé par montage un mirador d'Auschwitz. Il accusait les Serbes dans le texte d'une manière suggestive en disant qu'ils faisaient des «exécutions de masse» comme le national-socialisme l'avait fait d'alors. Douze années plus tard, Kouchner a reconnu qu'il n'y avait jamais eu d'exécutions systématiques dans les camps serbes. Le mensonge des médias passait à l'époque par la presse mondiale et créait la justification de soutenir les bombardements. Pourtant, l'élucidation de la vérité des années plus tard se déroulait en silence.

Pourtant l'ancien secrétaire général des Nations Unies, *Boutros Boutros-Ghali* qui, sous pression des Etats-Unis n'obtenait plus de prolongation de son mandat, dit que Kouchner est un «unguided missile» (un projectile privé de dirigeant). La devise politique propre à Kouchner est explicite: «Pour changer la loi, il faut parfois briser la loi.» Un malfaiteur comme ministre des Affaires étrangères!

Donc, il n'est pas étonnant qu'il soit un brillant avocat du concept de «l'intervention humanitaire». Depuis la guerre en Yougoslavie au plus tard, il est connu que ce qui est déclaré «intervention humanitaire» est juste un prétexte, un mensonge servant de justification pour ces guerres d'agression criminelles.

En 2003, Kouchner justifiait déjà la guerre d'agression, contraire au droit international, contre l'Irak. Après des centaines de milliers de morts, face à un pays toujours occupé et détruit complètement, dans lequel tout droit est bafoué par les forces d'occupation, Kouchner osait dire publiquement, à l'occasion de sa première visite officielle à Washington, qu'il pardonnait aux Américains la guerre en Irak.

Il n'est pas surprenant que Kouchner s'exprime pour un «Continuons ainsi!» en ce qui concerne la participation française de la guerre en Afghanistan.

Kouchner, étant médecin, a dû prêter serment autrefois. Un aspect de ce sermon d'Hippocrate consiste à ne jamais nuire à quelqu'un et à protéger et sauvegarder la vie humaine. Kouchner fait exactement le contraire. Il doit renoncer au titre de médecin et être considéré comme un «général de la légion étrangère» américain. •

Les Britanniques se défendent contre des tentatives de recrutement dans les écoles

L'armée doit rester en dehors des écoles!
Des élèves britanniques manifestent devant l'agence Kid Connection

rh. Cette semaine, le mouvement «Elèves contre la guerre» a organisé une manifestation devant le bureau de *Kids Connection* à Londres, une agence mandatée par le Ministère de la Défense pour préparer 40 leçons destinées aux écoles britanniques à partir du mois de septembre. Le projet d'enseignement est intitulé *Defence Dynamics Project* (Projet pour la dynamique de la défense). Ces leçons représentent une campagne publicitaire éhontée qui a pour but de justifier l'invasion et l'occupation de l'Irak, déclare le mouvement de résistance *Stop the War Coalition*. Sur le document dit «fact sheet» relatif à l'Irak, qui fait partie du matériel d'enseignement, il y a beaucoup d'informations trompeuses, par exemple: «Plus de 150 institutions de la santé ont été aménagées, et l'on continue à travailler sur beaucoup d'autres. Les hôpitaux ont recruté 750 infirmières qui sont formées comme obstétriciennes et nurses.»

Quels sont en réalité les faits?

On peut trouver les faits réels dans un rapport édité par le comité de coordination des ONG cette semaine. Des ONG internationales, 200 ONG irakiennes et *Oxfam*, une organisation internationale pour les données statistiques dans les zones en crise, font partie du comité de coordination. Ils déclarent: «Quatre millions d'Irakiens n'ont pas assez à manger, et l'aide humanitaire est absolument nécessaire à la survie. Plus de 2 millions sont en fuite à l'intérieur du pays et plus de 2 millions se sont réfugiés à l'étranger. Il s'agit de la plus grande crise de réfugiés du monde. La sous-nutrition des enfants a augmenté de 19% en 2003, causée déjà par les sanctions, avant l'invasion par les Américains, à 28%. Dans 90% des 180 hôpitaux dans le pays entier, des ressources de première importance manquent, par exemple du matériel médical et chirurgical.»

20 élèves ont fait une manifestation devant le siège principal de l'agence, et ils ont obtenu un effet immense. *Kids Connection* refuse de donner des renseignements sur le programme de *Defence Dynamics* et renvoie toutes les demandes et interrogations au ministère de la Défense. *School Students Against War (SSAW)* a pour projet de transmettre à *Kids Connection* une lettre signée par SSAW, *Tony Benn* et *Lindsey German*. Dans cette lettre, les élèves exigent que l'on coupe tout de suite les rapports avec le Ministère de la Défense et que le *Defence Dynamics Projet* soit arrêté dans le plus bref délai.

L'action se fait dans le cadre de la campagne intitulée *«Military – Out Of Our Schools»*. A cause des guerres en Irak et en Afghanistan, chaque année, 10 000 soldats quittent le service, et l'armée a des problèmes de recrutement puisqu'il y a davantage d'hommes qui quittent l'armée que ceux qui y entrent. C'est la raison pour laquelle l'armée commence à recruter des soldats dans les écoles. *School Students Against war* a lancé maintenant une campagne qui a pour but d'empêcher l'armée de recruter du personnel dans les écoles. Ils organiseront des actions dans le pays entier et collaboreront dans ce but avec des élèves, des professeurs ainsi qu'avec des syndicats. Sur Internet les Britanniques ont la possibilité de signer la pétition «Military Out Of Our Schools». En voici le texte intégral:

«Nous, les signataires, prions le Premier Ministre de mettre fin au recrutement pour l'armée dans toutes nos écoles et collèges en Grande-Bretagne.

Nous sommes très inquiets à propos des tentatives de l'armée de faire usage des écoles comme bases de recrutement pour le service militaire. Vu les guerres horribles en Irak et en Afghanistan, nous exigeons que les autorités de l'Education nationale se défendent contre toutes les pressions qui poursuivent le but d'intégrer les affaires de l'armée dans notre éducation scolaire.

Nous ne sommes pas d'avis que les écoles doivent être utilisées comme agences de recrutement pour l'armée. Nous exigeons que dans aucune école et à aucun moment, on n'admette du personnel militaire. Si l'on autorise des porte-paroles de l'armée à entrer dans une école, nous exigeons que, d'avance, les élèves en soient informés, qu'ils aient le droit de s'absenter de cet événement, et qu'un parent membre de l'armée qui aurait une attitude anti-guerre ou le porte-parole du mouvement contre la guerre puissent également s'exprimer.»

Le 8 octobre, il y a eu à Londres la grande marche des manifestants contre la guerre avec la devise «Bring All the Troops Home Now». La marche a pris la direction du Parlement, à partir de Trafalgar Square. Auparavant, il y a eu un débat violent sur les droits de l'homme parce que le gouvernement a essayé d'interdire la manifestation devant les «Houses of Parliament». Les adversaires de la guerre – soutenus par de nombreux hommes politiques, écrivains et artistes – ont insisté sur leur droit civique garanti de se faire entendre par le Parlement et ils ont réalisé leur marche de démonstration comme prévu. •

Los escándalos de Struck

Soldados alemanes «alquilados» contaminados por radiación atómica en la guerra en Iraq – participación con vuelos exploradores de Tornados en operaciones de EE.UU. con bombas de uranio en Afganistán

por Christoph Hörstel, Munich

En un hospital en Alemania está internado un soldado de la Bundeswehr (suboficial de alto rango) con una carrera militar sorprendente: a principios de 2003, se le propuso la perspectiva de mejorar sus posibilidades de ascenso, retirándose oficialmente de la Bundeswehr para alistarse a tropas norteamericanas destinadas a la guerra del Iraq y, después, reintegrarse a la Bundeswehr (ejército/infantería).

Un tren de infantería de la Bundeswehr como carne de cañón para EE.UU. en Iraq

Según declaraciones del suboficial, en marzo de 2003 partió un tren completo de soldados de la Bundeswehr alemana (normalmente con capacidad para 50 a 70 hombres) para participar en operaciones junto a tropas norteamericanas, en zonas en las que seguramente había peligro de contaminación.

Según el suboficial enfermo, resultó todo distinto de lo que le habían propuesto anteriormente los superiores de la Bundeswehr: al terminar el servicio en Iraq, la mitad de sus camaradas alemanes, de la tropa especial norteamericana-alemana, murieron de cáncer, obviamente causado por las radiaciones. El suboficial sobreviviente dice que la Bundeswehr le había propuesto a él, al igual que a los otros soldados, de reintegrarse a la Bundeswehr una vez terminado su servicio en las tropas americanas. No obstante, a causa de su estado de salud, al comienzo se le negó la reincorporación, además de todo tipo de asistencia – recién más tarde la Bundeswehr revocó esa decisión, se ocupó de él y le prestó asistencia.

La declaración del soldado es también significativa, ya que debe considerarse que en el momento de poner a disposición soldados para las fuerzas norteamericanas, el gobierno de *Schröder* estaba bajo una gran presión, por parte de EE.UU., por haberse negado estrictamente a la participación oficial de soldados alemanes en la guerra de Iraq.

Esa negativa le trajo mucho reconocimiento, tanto en la política interior (por esta razón Schröder ganó por segunda vez las elecciones en 2002) como en la exterior. Por lo tanto, existe la probabilidad de que los soldados, para no desacreditar totalmente al gobierno de Schröder, tuvieron que elegir el complicado camino de renunciar y reingresar en la Bundeswehr, todo bajo la estricta obligación de mantenerlo en secreto.

Pero, además del reproche de una maniobra política falsa, hay otro punto de vista, posiblemente mucho más grave: es casi imposible de suponer que el Estado Mayor de ambos ejércitos no sabía, qué tipo de misión debía ser la de los «soldados alquilados». Seguramente ésta era adecuada para aliviar a parte de las tropas norteamericanas, en operaciones militares de grandes bajas.

Es suficientemente conocido el problema de la armada norteamericana con el «síndrome de la guerra del Golfo» (dolencias provocadas por las radiaciones en el personal militar de la operación «Desert Storm» de 1991 – la segunda guerra del Golfo por motivo de la ocupación de Kuwait por las tropas del dictador iraquí *Saddam Hussein*). Todavía hay miles de demandas de indemnización por daños y perjuicios no aclaradas.

De aquí resulta la pregunta, si esos soldados fueron «instigados» concientemente a un comando de ascensión hacia el otro mundo, en una especie de intercambio nefasto para evitar otras represalias de EE.UU. en contra de Alemania por su posición oficial de denegación.

Al respecto se puede asegurar, que en el momento de la participación de sus suboficiales en Iraq, el gobierno alemán estaba bien informado sobre los peligros de las municiones de uranio empobrecido también para la propia gente. Esto lo prueba el caso siguiente.

Libro de tiro Rajlovac

El autor tiene a la vista el libro de tiro (en fotocopia) de un soldado de la Bundeswehr, que en 2001 estaba en servicio en el campamento Rajlovac de la *Sfor* en Bosnia-Herzegovina. (Cada soldado de la Bundeswehr tiene que tener un libro de tiro en el cual hace anotar sus ejercicios por el inspector de turno.)

Si todavía existe alguna duda de que:

- el gobierno alemán y la OTAN saben que la munición de uranio produce daños peligrosos,
- que se utilizó munición de uranio en Bosnia-Herzegovina

el extracto del libro de tiro del soldado de la Bundeswehr, en el año 2001 en servicio en el antiguo campamento de la Sfor en Rajlovac (cerca de Sarajevo), lo va a sacar de dudas: En el libro de tiro figura (pág. 25):

«Se certifica la participación en la instrucción sobre medidas de prevención y protección contra munición de uranio empobrecido. Rajlovac (día y mes ennegrecidos para protección del informante) 2001, firma ilegible, OFW (= Oberfeldwebel – sargento primero)»

Debajo se indican los controles de calidad sobre el grosor de la máscara de gas del soldado («tamaño 3 – anteojos: sí» – también ennegrecidos para protección del informante).

25

Für weitere Eintragungen

Die Teilnahme an der Ausbildung Maßnahmen zur Vorsorge und zum Schutz gegen Depleted Uranium Munition (DU-Munition) wird bestätigt.

Rajlovac, [redacted] 2001

Dichtigkeitsprüfung

Größe Maske : 1 2 3 Brille: JA / NEIN
Prüfung am : [redacted]
Geprüfter Wert : [redacted]
Geprüft durch : OFW

Víctimas de la munición de uranio en Afganistán

Hay cantidades de crímenes y escándalos en torno a la guerra de Afganistán, pero tal vez los de mayores consecuencias todavía no han sido suficientemente investigados: se trata de serios daños para la salud, incluso daños en los datos genéticos en los afganos y mortalidad infantil causada por graves deformaciones, a raíz de los bombardeos con municiones de uranio por parte de EE.UU.

Que esos ataques se siguen realizando aún hoy, lo demuestra el Prof. Dr. *Albert Stahel*, docente para Estudios estratégicos en el *Instituto de Ciencias Políticas en la Universidad de Zurich*. Él calcula que aproximadamente la mitad de las bombas arrojadas en Afganistán, son de uranio. EE.UU. niega hasta ahora la aplicación de municiones de uranio, pero resultados de investigaciones hechas en las víctimas por el Prof. Dr. *Asaf Durakovic*[1] indican, sin embargo, que los hechos dicen lo contrario. Además, el «Air Force Print News Today» norteamericano informa abiertamente, también ahora en este año, sobre la aplicación reiterada de municiones de uranio.

Las personas damnificadas, en parte, sufren extremadamente bajo los efectos resultantes ya conocidos, niños recién nacidos con graves deformaciones mueren en los hospitales sufriendo terribles dolores, pocos días después de nacer.

El Dr. *Mohammed Daud Miraki*, de origen afgano que hoy vive en EE.UU., me aclaró, al darme las fotos que se ven en esta página, (tomadas el 13 de marzo de 2006 en *Malalai Women Hospital*, Kabul, por el Dr. Miraki que también hizo un video del niño desconocido) que todos los que intervienen en hacer estudios investigativos sobre daños que pueden tener su origen en las municiones de uranio, no sólo deben temer por su carrera sino incluso por sus vidas.

> «El uso de municiones de uranio es una violación de los derechos humanos e internacional de primer órden. La República Federal Alemana, si bien no participa directamente con acciones propias, a través de una amplia contribución (Isaf/Tornados, OEF) y apoyo a los culpables (EE.UU.) resulta, jurídicamente, de todos modos, una situación de complicidad.
>
> Bajo estas condiciones, debería prohibirse que ese Parlamento apoye el proyecto del gobierno para la prolongación del mandato Isaf/Tornados, ya que éste apoya necesariamente el uso de municiones de uranio, especialmente en el caso de los Tornados exploradores.»
>
> *Christoph Hörstel*

fotos: Mohammed Daud Miraki

Concretamente dijo el Dr. Miraki:

- Los padres no quieren dar sus nombres ni el de sus hijos posiblemente dañados.
- Los médicos no quieren participar en estudios investigativos.
- Los directivos de las clínicas no quieren ordenar esos estudios.

Se ha olvidado el juramento Hipocrático que exige tomar todas las medidas posibles para prolongar la vida. Una de ellas es, obviamente, el poder establecer una diagnosis precisa y verificable.

De una corta visita de información al personal administrativo alemán de un hospital en Kabul – financiado por Alemania y que funciona con éxito desde hace diez años – resulta, que también allí se temen represalias si el hospital participa en la verificación de sospechas de daños producidos por el uranio.

Una reacción tal, por parte de todos los involucrados, atiza forzosamente sospechas de culpabilidad:

- Los poderes políticos represivos son conscientes de sus crímenes y tratan de taparlos con todos los medios.
- Las dudas sobre la peligrosidad de las municiones de uranio, con fundamento científico, deben tener como único objetivo el librar de culpa a los que las aplican.

Por último, en la práctica diaria de las tropas, no sólo la Bundeswehr, desde hace tiempo, ha decidido considerar las municiones de uranio como peligrosas y proteger al personal que entre en contacto con ellas, con contramedidas como las descriptas anteriormente.

Las conclusiones

Sobre el ex ministro de defensa Struck debe decirse, que él se ha hecho culpable por haber persuadido a miembros de la Bundeswehr, de participar en la guerra de Iraq, sin la obligatoria decisión parlamentaria que demanda la constitución. Agravante es el truco utilizado con el retiro temporal de la Bundeswehr, al que se puede calificar defraude. De todos modos, los soldados pertenecían a la Bundeswehr cuando fueron informados por primera vez sobre su empleo, dentro de las tropas norteamericanas.

El uso de municiones de uranio es una violación de los derechos humanos e internacional de primer órden. La República Federal Alemana, si bien no participa directamente con acciones propias, a través de una amplia contribución (*Isaf*, Tornados, OEF) y apoyo a los culpables (EE.UU.) resulta, jurídicamente, de todos modos, una situación de complicidad.

Bajo estas condiciones, debiera prohibirse que el parlamento apoye el proyecto del gobierno para la prolongación del mandato *Isaf*/Tornados, ya que éste apoya necesariamente el uso de municiones de uranio, especialmente en el caso de los Tornados exploradores.

Que justamente Struck, ahora en su nueva posición como jefe de fracción de la SPD en el parlamento, haga presión política sobre esa fracción, para que se prolongue la misión de los Tornados exploradores, es *un punto culminante y único de falta de escrúpulos.*

Futuro proceder del parlamento

Bajo las condiciones mencionadas, el parlamento alemán debería, primeramente, *lograr desmontar el paquete Isaf/Tornados* y sin ninguna presión interna partidaria, y con la clara garantía de la constitución, confiar la decisión a la libertad de conciencia de los diputados.

El gobierno alemán debe considerar un nuevo mandato de Tornados y tropas Isaf, cuando se tenga la clara y verificable seguridad que el bombardeo que sigue al vuelo de exploración

- no utiliza municiones de uranio,
- no daña a la población civil (¡derecho internacional!),
- que se realiza una investigación científica intachable sobre las imputaciones del uso y efectos de las municiones de uranio, por medio de varias instituciones oficiales, una de ellas, por lo menos, de una organización de la ONU y otra del *Instituto federal para protección contra radiaciones*,
- que hasta abril de 2008 se efectúe, a través de medidas apropiadas, una elaboración del tema en la OTAN, UE y ONU, que hayan sido tomadas medidas de prevención, verificables y sancionables, para una prohibición a nivel mundial del uso de municiones de uranio en todas las acciones de la OTAN,
- que se hayan determinado sanciones por el uso futuro de la munición,
- cuando hayan sido establecidas reparaciones por los daños causados tanto en otras pueblos como en el propio personal.

Seguramente no habrá que señalar, que cada miembro del parlamento que apoye incondicionalmente una prolongación del mandato Isaf/Tornado, se hace cómplice del crimen en Afganistán y otros posibles, que sin duda ya están planeados (ataque aéreo de EE.UU. contra Irán). •

(Traducción *Horizons et débats)*

[1] De: *Horizons et débats* Nº 36 del 17/9/07, «Maladies non diagnostiquées et guerre radiologique», in: *Croatian Medical Journal,* 44(5): 520-532, 2003 (Traducción *Horizons et débats)*

Qui, au DDPS, est responsable de la mort des six soldats?

Le 12 juillet 2007, cinq recrues et un sergent en formation au Centre de compétence du service alpin de l'Armée ont fait une chute mortelle à la Jungfrau. Six autres recrues et deux guides de montagne ont survécu au drame. Depuis, plus de trois mois se sont écoulés et les spéculations concernant les causes de cet accident ont été nombreuses. Le jeudi 4 octobre a eu lieu, d'abord pour les proches des victimes puis pour la presse, une première présentation des conclusions de l'enquête préliminaire et de l'expertise de l'Institut fédéral pour l'étude de la neige et des avalanches (ENA). Y participaient notamment, outre le juge d'instruction militaire Christoph Huber, Jakob Rhyner, chef de l'unité de recherche «Alerte et prévention» de l'ENA. Cela a un peu éclairci la situation.

Endroits exposés aux avalanches sur l'itinéraire normal de l'ascension de la Jungfrau: 1. traversée en dessous du flanc nord du Rottalhorn; 2. montée vers le Rottalsattel; 3. flanc du sommet de la Jungfrau. (photo police cantonale bernoise, 12/7/07)

thk. Le 17 juillet, suite à la cérémonie officielle à la mémoire des victimes qui s'est déroulée à Andermatt, le *Département de la défense, de la protection de la population et des sports* (DDPS) a organisé une conférence de presse. A cette occasion, on a donné la parole à la recrue *Alain Pérusset* qui a survécu à l'accident et dont les déclarations ont laissé penser que ce n'était pas une avalanche qui avait provoqué la chute des recrues mais qu'il devait y avoir d'autres raisons, par exemple un faux-pas d'une des recrues qui aurait entraîné les autres dans leur chute mortelle. Bien qu'il fût évident qu'une plaque de neige s'était détachée du flanc de la Jungfrau, le DDPS n'a pas démenti ces propos en expliquant qu'il ne voulait pas s'immiscer dans une procédure en cours.

Le porte-parole de la justice militaire, *Martin Immenhauser,* a, en se basant sur des dépositions de témoins, jeté de l'huile sur le feu en disant qu'un membre des deux cordées avait glissé et entraîné les autres. Or à ce moment-là déjà des experts, tels que le guide de montagne autrichien *Patrick Gufler* qui se trouvait dans la région et qui, le lendemain, a inspecté minutieusement le lieu de l'accident, ont déclaré que l'avalanche devait être la cause de la chute des soldats. De même, *Werner Munter,* un autre guide expérimenté, a déclaré peu de temps après l'événement que seule une avalanche pouvait être la cause de l'accident.

Pendant trois mois, les proches sont restés dans l'incertitude sur ce qui s'était réellement passé à la Jungfrau et, selon les parents des recrues, ce fut «insupportable».

Risque d'avalanche «marqué»

L'expertise de l'ENA est arrivée à une conclusion sans équivoque qui réfute toutes les spéculations insensées. Une plaque de neige a bien été la cause du drame: elle a emporté les six soldats dans une chute de 1000 mètres. Les deux cordées de trois hommes étaient à ce moment précis au milieu de la pente et n'avaient aucune chance d'échapper à cette coulée de neige. L'ENA s'est aussi prononcé sur le risque d'avalanche ce 12 juillet et l'a qualifié de «marqué», car il y avait eu de fortes chutes de neige le jour précédent et des vents allant jusqu'à 50 km/h avaient formé des congères. Aux dires des survivants, les recrues marchaient en partie dans une épaisseur de neige qui leur allait jusqu'à la taille. Aussi avançaient-ils très difficilement et devaient changer de cordée de tête toutes les dix minutes. Cela fut probablement une des raisons pour lesquelles ils ne sont arrivés qu'à 10 heures à cet endroit si exposé.

Une pente jugée «extrême»

Outre le grand risque d'avalanche, la pente au-dessus du Rottalsattel est, selon l'expertise de l'ENA et les dires de *Jakob Rhyner,* «extrême, exposée et propice aux chutes». Elle n'aurait jamais dû être gravie vu les autres facteurs de risques. En même temps, les quatre cordées et les deux guides ont dû faire une traversée en dessous du flanc nord du Rottalhorn qui présente une inclinaison de 70 à 80 degrés et est aussi exposé à un grand risque d'avalanches. Selon l'ENA, l'équipement des recrues était suffisant, bien qu'ils n'aient emporté ni ARVA (appareil de recherche de victimes en avalanche), ni pelle, ni sonde. Néanmoins, on peut se demander si ce passage au-dessous du Rottalhorn n'aurait pas exigé cet équipement supplémentaire.

Enquête pénale pour «homicide par négligence»

Sur la base de tous ces indices, le juge d'instruction militaire *Christoph Huber* a annoncé l'ouverture d'une enquête pénale pour «multiples homicides par négligence» contre les deux guides de montagne qui accompagnaient les victimes. Avant de conclure, il a encore rappelé que «l'ouverture d'une enquête ordinaire n'est pas un verdict de culpabilité» et il n'a pas exclu que l'enquête soit encore étendue à d'autres personnes, notamment au commandant d'école *Franz Nager.*

* * *

Le juge d'instruction Christoph Huber semble être l'homme de la situation. Malgré toutes les tentatives d'étouffement de Samuel Schmid et de son entourage, notamment Christophe Keckeis, le chef de l'Armée (qui va prochainement quitter ses fonctions) qui a déclaré le jour de l'accident qu'il était «à 100% certain que les professionnels ont fait leur travail de manière parfaite» et qu'il ne voyait aucune raison de changer quoi que ce soit à la procédure. D'autres officiers supérieurs se sont aussi empêtrés dans des argumentations absurdes au lieu de faire ce qui s'imposait, c'est-à-dire assumer la responsabilité de cette terrible chute. Or ils ont tenté subtilement de rejeter la faute sur les victimes. Même le commandant adjoint des forces terrestres, Alfred Heer, a fait chorus en déclarant que les soldats «n'avaient pas fait un boulot risqué». Pour lui, cet accident ne semble pas être extraordinaire, car cela «aurait aussi pu se passer au civil». Jusqu'à ce jour, ces messieurs n'ont pas daigné s'excuser ni démentir officiellement leurs déclarations.

Il est tout à fait judicieux que le juge d'instruction ne limite pas l'enquête aux guides, comme il l'a déclaré le 4 octobre, lors de l'émission d'information «10 vor 10» de la chaîne alémanique DRS, car de nombreuses questions restent sans réponse. Selon le programme de formation de l'école de recrues des troupes de montagne d'Andermatt, l'ascension de la Jungfrau était prévue pour la 16e semaine et était un élément fixe de la formation. Selon le lieutenant-colonel Ivo Burgener, la question de savoir quel groupe irait sur le Mönch et quel groupe sur la Jungfrau «avait été décidée à l'avance et n'a pas eu lieu à la suite d'une recommandation du guide». (cf. «Blick» du 18/7/07) Si ce n'est pas le guide, qui a pris alors la décision? Qui assurait le commandement pendant cette journée? Qui dirigeait cette patrouille? Quel grade possédait le guide de montagne de l'Armée? S'est-il entretenu avec son supérieur lorsque la décision a été prise malgré les conditions défavorables? Quel a été le rôle du commandant d'école de recrues de montagne Franz Nager? S'est-il déchargé de sa responsabilité sur autrui? Autant de questions qui doivent être examinées minutieusement, en tenant compte des familles des victimes et également de l'opinion publique suisse afin que l'on puisse demander des comptes aux responsables.

D'ici là, tous les parents se demanderont sous la protection de qui leurs filles et leurs fils accompliront leur service au sein de l'Armée. •

«Dans ce genre de troupe, il est important qu'ordres et missions soient clairs»

Horizons et débats: Quelle était autrefois la structure de commandement lors des marches en haute montagne?

Albert Vincenz*: Il y a une hiérarchie précise: tout d'abord le commandant de cours ou commandant de troupe ou d'école, c'est-à-dire celui auquel la troupe est «subordonnée». Ensuite son subordonné, qui dirige l'opération dont il a reçu la mission, ensuite les spécialistes, qui le conseillent et les exécutants, qui travaillent en équipe. Prenons l'exemple d'un char d'assaut avec ses soldats. Qui dit où doit se diriger le blindé? Qui dit ce que doit faire le blindé? Qui est responsable de l'opération? Qui la commande? Qui commande la guerre des blindés? Et finalement qui est le principal responsable? Peut-être qu'aujourd'hui, on connaît mieux ce schéma au DDPS.

Quel était le rôle des guides de montagne?

A mon avis, c'était celui de conseillers techniques (spécialistes) à moins que l'un des deux, mais pas les deux, ait reçu du commandant de cours une mission de commandement.

Pouvait-on leur déléguer le commandement et par conséquent la responsabilité?

Cela dépend de leur formation en tant que chefs militaires. Mais on ne peut pas donner la même mission aux deux. Ces exercices font l'objet d'ordres écrits la plupart du temps, et toujours lorsqu'ils durent plusieurs jours.

Lors de marches en haute montagne, a-t-on seulement des hiérarchies de spécialistes et non pas des hiérarchies militaires?

Non, justement pas! Dans ce genre de troupe, il est important qu'ordres et missions soient clairs, parce que les erreurs peuvent avoir de graves conséquences.

Les grenadiers de montagne constituent-ils des troupes situées hors d'une structure de commandement militaire où chacun peut participer comme il l'entend à la prise de décisions.

Les troupes de montagne doivent travailler de manière disciplinée et professionnelle. Quand on n'a plus de structures de commandement claires dans la défense du pays, on ne sait plus de quoi il retourne, on ne sait plus qu'il s'agit là de vie ou de mort et non pas de «maintien ou de fabrication de la paix», c'est-à-dire de la mise en œuvre d'une volonté politique. Mais qui sait encore cela aujourd'hui?

* Albert Vincenz est un ancien colonel. Après une carrière dans les troupes de montagne à différents niveaux de commandement, il fut, jusqu'en 1995, commandant du régiment d'infanterie 60 (brigade de frontière 12 Grisons).

Les supérieurs sont responsables, pas les recrues

Ces dernières semaines, certains journalistes ont présenté le drame comme si la faute en incombait aux recrues, sans attendre le résultat de l'enquête.

Les médias nous ont également appris que des hauts responsables du DDPS accordaient plus d'importance à la compétence technique qu'à la compétence en matière de commandement, ce qui surprend les chefs militaires bien formés. Jusqu'ici, on pensait que la compétence technique faisait partie de la compétence en matière de commandement, c'est-à-dire que la première devait être au service de la seconde. Finalement, ce sont les chefs qui portent la responsabilité.

Toutes les personnes passionnées de montagne veulent faire des ascensions. Pourquoi en serait-il autrement des soldats?

Contrairement aux alpinistes civils, les soldats doivent remplir un devoir militaire et la responsabilité en incombe à quelqu'un d'autre. La troupe de montagne met donc son savoir-faire à la disposition de notre pays. Ce sont les responsables qui prennent les décisions et non, comme dans la vie civile, les alpinistes ou les groupes qui paient.

Je suis sûr que le juge d'instruction – espérons qu'il s'agit d'un alpiniste expérimenté – saura faire la distinction entre vouloir, pouvoir et avoir l'autorisation.

Albert Vincenz

Un petit groupe de citoyens tessinois remporte un grand succès en faveur des droits démocratiques et de la liberté

par Rico Calcagnini, Uitikon

Le 30 septembre 2007, la petite commune tessinoise de Cadro, a été le théâtre d'une votation de dimension historique. Les citoyennes et citoyens ont renoncé aux avantages financiers liés à la fusion avec la ville de Lugano en faveur de valeurs communautaires, d'un renouveau de l'esprit de solidarité, de la liberté et de l'autonomie.

Antécédents

La ville de Lugano, après avoir intégré à son territoire entre 2002 et 2004 huit communes de banlieue, avait commencé, le 30 septembre, sa prochaine série de fusions. Il était prévu que quatre communes de plus sacrifient leur autonomie aux ambitions de croissance de la ville. Quant à la commune de Muzzano, située à l'ouest de Lugano, elle avait su écarter le danger d'être dissoute, au moins pour le moment, par une plainte déposée auprès du Tribunal administratif de Bellinzone.

L'arrogance avec laquelle la ville de Lugano et l'administration cantonale ont essayé d'imposer cette nouvelle vague de fusions a alerté de nombreux citoyens vigilants. Dans toutes les communes concernées, des comités de citoyens se sont créés: «Barbengo 2008 e oltre», «Gruppo per Villa Luganese autonoma», «Gruppo di Lavoro Interpartitico di Cadro GLIC», «Carabbia independente». Avec peu de moyens et beaucoup de courage civique, ces comités ont informé la population sur les conséquences d'une fusion de leurs communes qui seraient réduites à de simples quartiers de ville. Ces citoyens ont attribué moins d'importance aux supposés avantages financiers d'une fusion qu'au désir de continuer à décider eux-mêmes du sort de leurs communes qui ont une longue tradition.

Le rôle de Cadro

Dans ce combat inégal, la commune de Cadro a joué un rôle directeur. Après qu'un comité favorable à la fusion eut déposé 338 signatures, la ville de Lugano a demandé à l'administration cantonale d'engager le processus de fusion mais sans avertir la commune de Cadro et contre la volonté explicite du Conseil communal et de la population. Cette dernière a donc récolté en toute hâte 577 signatures contre la fusion, les a fait authentifier et les a expédiées aussitôt aux autorités. Le procédé avait suffisamment montré aux citoyens de Cadro que Lugano était résolue à leur imposer l'annexion de leur commune et qu'il ne s'agissait aucunement d'élaborer, face aux questions pendantes, des solutions communes issues de délibérations. Le 22 mai, la commune de Cadro fut officiellement sommée par le canton d'organiser, fin septembre, une votation consultative sur l'éventuelle fusion avec Lugano. Les comités des adversaires de la fusion, l'«Attic», association récemment fondée en vue de la collaboration entre les communes qui prépare une réforme législative, et l'Association tessinoise pour l'autonomie des communes, «Atac», ont fait alliance. Puisque la «votation consultative» était dépourvue de tout caractère décisionnel et que c'est le Conseil d'Etat qui tranchait en dernière instance, de nombreuses fusions étaient passées au forceps, sans véritable débat et, quatre fois déjà, à l'encontre de la volonté de la population: à Sala Capriasca, à Dongio, à Aquila et à Bignasco.

Mais les «Cadresi», ont résisté. D'abord, ils ont recouru auprès du Tribunal administratif contre l'ordre de Bellinzone d'organiser une votation, recours qui a été rejeté. Ensuite ils ont porté plainte auprès du Tribunal fédéral contre la décision du Conseil d'Etat et contre la Loi sur les fusions. Le 9 août, Lausanne rendit son verdict: Le recours en matière de droit public a été rejeté et le recours constitutionnel déclaré irrecevable. Les médias tessinois, presque sans exception, n'ont parlé que d'un échec auprès du Tribunal fédéral. Apparemment, aucun journaliste n'a pris la peine de lire les attendus du Tribunal. Or, ils précisent notamment que le résultat de la votation consultative doit être validé. Ainsi, les citoyens de Cadro ont obtenu que le Conseil d'Etat, dans sa brochure d'informations, envoyée à tous les ménages avant la consultation, assure qu'en cas de «non» il n'y aurait pas de fusion forcée. C'était un grand succès.

Vue sur Cadro. (photo rc)

La votation

La campagne a été menée à armes inégales. L'administration cantonale tessinoise a publié une brochure qui ne donnait ni la parole aux adversaires ni ne faisait état des arguments militant en faveur d'un non à la fusion. L'exécutif de la ville de Lugano s'est rendu dans toutes les communes concernées et a essayé, grâce à de nombreuses promesses, notamment celle d'un taux d'imposition plus bas, d'amadouer les citoyens afin qu'ils s'expriment en faveur de la fusion. L'«Università della Svizzera italiana» a consacré une importante manifestation à ce sujet et, dans les semaines qui précédaient la votation, la ville de Lugano a essayé de redorer son blason par une campagne de communication politique. Quant aux adversaires, ils ont été appelés à compenser leurs moyens réduits par leur engagement personnel pour informer leurs concitoyens des conséquences négatives d'une fusion.

L'issue de la consultation étant très incertaine, elle était attendue avec impatience par tous les partis. La commune de Cadro a remporté une grande victoire.

En dépit de circonstances défavorables et de promesses financières, sécuritaire et autres, les citoyens de Cadro se sont pourtant prononcés en faveur de la liberté et de l'autonomie de leur commune. La commune de Villa Luganese s'étant décidée en faveur de Lugano, le Conseil d'Etat, contrairement à ce qu'on attendait, a déclaré deux jours après la votation qu'il proposerait au Grand Conseil de renoncer à la fusion avec Cadro et Villa Luganese. Cela parce que Villa Luganese est séparée de la ville de Lugano par le territoire de Cadro. Le choix de la commune de Barbengo en faveur de la fusion ne s'est effectué, à la surprise générale, qu'à une faible majorité de 25 voix. Le maire de Lugano, *Giorgio Giudici,* a commenté le résultat du scrutin ainsi: «Qu'on le veuille ou non, l'avenir montrera que la solution des fusions est la seule valable. Je n'ai rien à regretter, à la différence de ceux, éventuellement, qui n'ont pas su profiter de l'occasion.»

Conclusion

Pour la première fois dans le canton du Tessin, grâce à la décision du Tribunal fédéral le résultat d'une votation consultative a été déclaré contraignant. Ce succès est dû à un petit groupe de citoyens qui se sont battus pour les droits démocratiques et la liberté. Nous les remercions de leur engagement et les félicitons de leur action qui est un modèle et qui profite à tous. •

Communiqué de presse du 11 octobre

Référendum contre la loi sur l'agriculture: Dépôt des signatures

La politique du gouvernement vise à libéraliser le secteur agricole et met en danger sa production de qualité. Cette politique est dangereuse pour notre pays, elle ne tient compte ni de la souveraineté alimentaire, ni de la préservation de l'environnement, ni du respect des normes sociales.

Il fallait agir! C'est ce que nous avons fait en lançant le référendum.

Nous avons été soutenu par divers mouvements et avant tout par de nombreux citoyens que nous tenons à remercier ici.

Le dépôt aujourd'hui de 38 400 signatures ne suffit pas pour que la loi soit soumise au peuple. Malgré tout nous tirons un bilan positif. Entre la période de vacances et le dédain des médias audio-visuels, nous pouvons être fiers du résultat.

Le projet de référendum a été lancé par quelques personnes au printemps pour aboutir à la récolte en 3 mois de plus de 38 000 signatures. Parti de Suisse romande, 2 tiers des signatures ont été récoltées en Suisse alémanique. Ce résultat nous encourage à engager de nouvelles offensives contre cette politique qui fragilise notre société, d'autant plus que nous avons bénéficié du soutien de nombreux secteurs non-agricole.

La prochaine étape est le lancement d'une initiative.

Pour le comité référendaire

Willy Cretegny
La Devinière, Satigny
079 626 08 25
e-mail: info@la-deviniere.ch
Site: www.lavrille.ch

Claude-Alain Chollet, Françoise Berguer et Willy Cretegny lors du dépôt des signatures à Berne. (photo jpv)

Les citoyens doivent reprendre leurs responsabilités

Le référendum contre la modification de la loi sur l'agriculture n'a pas abouti, mais l'action ne fait que commencer. Ce référendum a permis la rencontre de nouveaux compagnons de route avec qui on partage les mêmes objectifs politiques et humains. C'était surtout encourageant de voir comment les citoyens de toutes les parties de la Suisse se sont retrouvés pour défendre des valeurs communes.

Notre société n'a plus pour objectif que la croissance par un développement de la consommation. Nous lions tout au baromètre de la consommation qui est devenue boulimique. Cette boulimie n'a plus rien à voir avec nos besoins vitaux. La liberté s'est réduite à la liberté d'acheter, de jeter, de polluer.

Nous ne faisons plus de choix de société, c'est le marché qui nous dicte ses choix. Le marché n'a pas de conscience, n'a pas de sens des responsabilités, il a uniquement un objectif économique. Que fait le marché aujourd'hui? Est-ce qu'il renonce à développer les transports polluants? Est-ce qu'il s'interdit l'approvisionnement dans des usines d'esclaves? Est-ce qu'il renonce au transport de marchandise tout autour de la planète? Est-ce qu'il cherche à préserver un tissu social dans toutes les régions? Est-ce qu'il se soucie de la cohésion nationale? Est-ce qu'il prend les mesures nécessaires pour ramener la consommation à un niveau qui soit en rapport avec une gestion responsable des ressources naturelles? Est-ce que le marché se soucie des générations futures?

Non! Le marché joue son rôle, et il le joue bien. C'est la société qui ne joue plus son rôle, c'est elle qui ne veut plus planifier, réguler, organiser, arbitrer.

L'objectif de notre mouvement est de développer une société responsable, souveraine et respectueuse des droits. C'est pour cette raison que nous nous adressons aux citoyens et non aux consommateurs. Il y a la notion d'appartenance à une société donc de responsabilité chez le citoyen qu'il n'y a pas chez le consommateur. La préservation de l'environnement, la garantie du respect des droits, la responsabilité de transmettre aux générations futures sont des choix citoyens. Remettons le citoyen et le consommateur à leur place!

Transformons le non-aboutissement du référendum en victoire! Nous avons gagné car nous avons eu le courage de poser l'opposition à cette politique de libre marché. Nous avons gagné aussi car nous avons réuni un grand nombre de signatures dans toute la Suisse. Ce résultat nous donne l'enthousiasme pour poursuivre notre réflexion. Cette dernière a pour objectif de nous permettre de formuler le texte d'une initiative qui introduirait dans la Constitution la notion de souveraineté et qui permettrait à la Suisse de protéger ses choix face au diktat de l'OMC.

Willy Cretegny

Agriculture biologique et autosuffisance

Une visite avec des écoliers à la ferme «Frohberg» près d'Uster

par Renate Dünki

De nos jours, vu la production industrielle de l'alimentation avec ses conséquences nuisibles pour le sol, pour la diversité des espèces et pour la santé, il est d'importance vitale pour nous tous de maintenir l'agriculture paysanne en Suisse et d'enseigner son importance aux générations futures. Nos enfants doivent encore avoir la possibilité de se nourrir sainement. Avec le thème «la ferme» pour l'enseignement nous voulons y contribuer.

photo caro

photo gbh

Le thème de la ferme représente une expérience importante, surtout pour les enfants qui vivent en ville. Tous les enfants adorent les animaux et les plantes, ils aiment les observer. La rencontre avec nos animaux productifs dans une ferme, apprendre à connaître l'entretien naturel des animaux et les travaux qui y sont liés, tout cela contribue à plus de connaissance, de joie et de soin envers les animaux et la nature.

La visite à la ferme du Frohberg près d'Uster avec des enfants de 3e et 4e classe en est un exemple impressionnant.

La ferme sur le Frohberg offre, contrairement à d'autres fermes plus spécialisées, une grande variété d'espèces, de plantes et d'animaux. Monsieur *Kunz*, qui gère la ferme avec sa femme, a écrit: Notre ferme «est une reproduction de paysages naturels pleins de fruits mangeables, de noix et de légumes avec assez d'espace pour les oiseaux, les bêtes et les plantes en communauté avec les êtres humains. A quelque distance de la ferme nous avons aménagé un étang assez grand et nous avons planté beaucoup d'arbres, dont des arbres fruitiers (haute tige) de diverses espèces et sortes. Il s'agit là aussi de préserver de vieilles variétés de fruits de haute valeur.» Ce qui tient à cœur à la famille, c'est l'agriculture biologique et l'autosuffisance.

Pour notre visite, Monsieur Kunz a été d'accord de garder deux vaches à l'étable au delà de l'heure habituelle, c'est-à-dire 6 heures du matin, pour pouvoir montrer aux élèves le processus de la traite. Et il était convenu que les enfants se rendraient utiles et l'aideraient. Ils étaient tous venus en habit de travail et ils se réjouissaient beaucoup de pouvoir aider. Après le voyage en tram, en train de banlieue et en bus, nous sommes enfin arrivés à la ferme située au sommet d'une colline et nous avons été accueillis chaleureusement par Monsieur et Madame Kunz. Monsieur Kunz nous a présenté le déroulement de la matinée: D'abord regarder de petits animaux cachés, ensuite une visite à l'étable, amener les vaches au pâturage, ensuite ramasser les fruits tombés par terre et les donner à manger aux porcs, observer en passant les poules, les lapins et les chatons, et finalement apprendre à connaître les espèces de légumes au jardin potager et arracher des carottes.

Après la présentation mutuelle, les observations:

Quelles petites bêtes pourraient bien se trouver dans une fontaine? Le bassin de la fontaine était couvert d'une grille pour empêcher les bêtes de se sauver. Qu'est-ce que cela peut être?

Monsieur Kunz plonge son bras dans la fontaine, il tient dans sa main une écrevisse de rivière, de sorte qu'elle ne puisse le pincer avec ses pinces. Nous pouvons très bien observer les pinces, les yeux et les huit pattes de cette bête, et aussi comment l'écrevisse marche à reculons. Pourquoi ces écrevisses se trouvent-elles dans la fontaine? Nous l'apprendrons plus tard: Sur son terrain, Monsieur Kunz a aménagé un grand étang rempli d'eau de pluie, déjà peuplé par une famille de canards, et les écrevisses pourront bientôt s'y installer.

A la question: «Est-ce que nous pouvons manger quelque chose? J'ai faim!» Monsieur Kunz répond: «Non, d'abord il faut travailler!»

Et maintenant, tout le monde à l'étable. Monsieur Kunz raconte qu'il y a trois ans, il était encore dans la production laitière, s'occupait encore d'un grand cheptel et vendait du lait. Aujourd'hui, il a une autre conception de l'exploitation d'une ferme bio. Il a vendu la moitié de ses vaches et en a gardé 16 pour pouvoir élever les veaux avec le lait.

Mais maintenant les vaches ont besoin de fourrage. Chaque enfant a pu mettre une brassée de foin dans la crèche. A la question: «Est-ce que vous voulez traire à la main?», les enfants répondent par un «oui!» enchanté.

Monsieur Kunz raconte: «Il y a vingt ans qu'une conduite de lait a été installée à l'écurie et, depuis lors, les vaches ont été traites à la trayeuse et ainsi l'on a pu économiser de la main d'oeuvre. D'autres paysans ont déjà des robots à traire où le processus de la traite se déroule presque sans que le paysan y touche – mais naturellement avec la conséquence que les vaches ne sont plus habituées aux hommes et qu'elles deviennent parfois dangereuses. Chez Monsieur Kunz, ce n'est pas le cas. Il connaît ses animaux et il leur cause. Il fait aussi attention qu'on ne les dérange pas. «Ne pas courir dans l'écurie», dit-il.

Et maintenant, on va traire. Monsieur Kunz prépare la vache, il frotte les tétines avec de la laine de bois. Cela les stimule et ainsi le lait peut monter. Maintenant il montre comment il faut faire gicler le lait. «Ça c'est cool. Vous faites cela ‹méga› vite», est le commentaire des enfants. Chaque enfant peut essayer de faire ce mouvement pour traire. Chacun le fait à sa façon: plutôt prudemment, ou bien de manière spontanée.

Ensuite le paysan trait un pot de lait pour nous tous et après les vaches vont encore être traites avec la trayeuse. Nous pouvons observer la conduite du lait et à la fin nous pouvons sentir comment les bouts de la trayeuse fonctionnent: ils pressent et ils tirent, comme nous l'avions fait tout à l'heure avec les mains.

Maintenant la trayeuse doit être nettoyée: Dans une pièce à côté de l'écurie, il y a un bassin pour laver les pièces en caoutchouc. Ensuite la conduite du lait est nettoyée: D'abord une éponge y est propulsée avec la pression de l'air et le tuyau est ensuite branché sur la conduite d'eau et rincé.

Mais, où est le lait? Il a été conduit dans un tank à lait, raccordé à un automate pour boire. L'automate est installé à la paroi de l'écurie des veaux. A la tétine en caoutchouc de l'automate, les 17 veaux peuvent toujours boire et c'est ce qu'ils font à l'instant.

Qu'est- ce qui va se passer avec les veaux? «Ils vont être abattus», c'est la réponse honnête. Cela chagrine les enfants, les petits veaux sont si mignons! Mais Monsieur Kunz est réaliste. Il demande: «Est-ce que vous mangez de la viande? Vous ne pouvez pas avoir que ce qui est agréable et ne pas vouloir savoir le désagréable. Mais moi, j'essaye de faciliter cela pour les animaux. J'ai mon petit camion qui charge les animaux et je les accompagne, je leur parle jusqu'à la fin pour qu'ils aient le moins d'excitation et de peur possible.» Ainsi les enfants ont l'occasion de réfléchir à la question.

Nous avons vu la traite et le travail qui va avec et nous avons observé comment le paysan traite les animaux avec gentillesse et calme.

Les deux vaches retenues à part doivent enfin être amenées au pâturage. Le paysan ouvre la porte et les appelle; elles se précipitent dehors même un peu trop vite parce que l'une glisse un peu. «Mais alors là, j'ai eu peur», dit une des filles, qui est d'habitude très courageuse. Une autre fille peut tirer un chariot avec des caisses et des paniers pour les fruits tombés. C'est presque trop lourd pour elle seule, un des garçons vient l'aider. Le chemin nous conduit à travers un champ, par-dessous d'un fil de fer vers un arbre avec des poires à cidre. Ils peuvent les ramasser dans des corbeilles et les vider dans les caisses. Qui travaille le plus vite? Les enfants qui n'ont pas peur de se salir les mains pour travailler, aident avec empressement à ramasser les fruits, les autres restent plutôt à l'arrière-plan, aident à remplir les caisses et à tirer le chariot jusqu'à l'enclos des porcs.

Là ils sont salués avec grande joie, une truie avec cinq porcelets de trois mois grognent tous et n'attendent pas longtemps de mordre les poires. Sur leur terrain, ils peuvent creuser et fouiller et ils se laissent caresser un peu sans avoir peur, mais pour les attraper ils sont déjà trop grands et trop rapides. Nous pouvons constater avec quelle vivacité les animaux bougent, comment ils sont élevés dans le respect de leur rythme biologique, et nous voyons qu'ils sont vigoureux et en bonne santé.

Maintenant, traînant le chariot vide, nous traversons le beau jardin de fleurs et de baies, passons devant le poulailler où sont une vingtaine de poules et un fier coq noir et blanc; nous retournons vers la ferme et le grand jardin potager dans lequel poussent beaucoup de sortes de légumes.

Madame Kunz nous raconte: «Le sol est très lourd ici et il nous faut du temps pour que l'humus se forme. Nous n'utilisons pas d'engrais chimique. Car un sol sain donne aux plantes tout ce dont elles ont besoin. J'ai suivi déjà beaucoup de cours de jardinage et nous essayons maintenant de revenir à une culture naturelle qui nourrit le sol et qui n'endommage pas les plantes.»

Dans le jardin nous trouvons beaucoup de sortes de légumes que les enfants ne connaissent pas, mélangées avec des fleurs qui sont une protection naturelle pour les plantes contre des mycoses. Les plantes dans les carreaux de la colline sont les plus fortes, parce qu'elles y ont un bon climat pour pousser.

Chaque enfant peut ensuite arracher une carotte. C'est un événement de comparer les diverses racines et d'observer qu'il y a aussi des jumeaux et des triplés chez les plantes.

Les heures ont coulé vite à la ferme. Il ne nous reste que peu de temps pour poser des questions à Madame et Monsieur Kunz au sujet de leur ferme et du déroulement de leurs journées.

Pour cela, nous nous rassemblons dans l'atelier autour d'une table ronde avec du moût, du lait frais et de la tarte aux pommes. Les enfants veulent par exemple savoir combien de temps il faut pour labourer un champ. «4 à 8 heures» leur répond Monsieur Kunz.

Beaucoup de questions restent ouvertes; nous aurions aimé rester encore longtemps pour mieux connaître les plantes et les animaux, mais nous reviendrons certainement.

Nous remercions chaleureusement la famille et nous disons «au revoir». •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich